



**MACRON TIENT SA PROMESSE,
« IL NE CHANGERA PAS DE CAP ! »**

**LE 14 DÉCEMBRE, FAISONS-LE CÉDER
PAR NOTRE MOBILISATION ILLIMITÉE !**

Bousculé par le mouvement des gilets jaunes, conspué par les lycéen.ne.s et étudiant.e.s, rejeté massivement par les salarié.e.s et les retraité.e.s, le président des ultra-riches a dû céder quelques premiers reculs. Notamment, la suppression de la nouvelle hausse de la CSG pour une partie des retraité.e.s.

Le temps d'une allocution solennelle, il a dû ravalé son mépris de classe et son arrogance envers « ceux qui ne sont rien », « les illettrés », « les réfractaires » et les « petites gens ». C'est une première victoire pour toutes celles et tous ceux qui ont été stigmatisé.e.s, insulté.e.s, piétiné.e.s parce qu'elles et ils contestaient et combattaient sa politique de casse de notre modèle social.

Cependant, après des mois de mobilisations syndicales et des semaines de profondes colères sociales, le compte n'y est toujours pas !

A « l'état d'urgence économique et social » qu'il a décrété, résolument acculé par les luttes et le mouvement populaire en cours, Jupiter répond par de l'enfumage et un authentique tour de passe-passe. En asséchant les caisses de l'état (alimentées par nos impôts et cotisations sociales) pour redonner, de manière factice, du pouvoir d'achat, Macron

sanctuarise l'exonération totale des plus fortuné.e.s, des banques et des entreprises à l'effort de solidarité nationale.

La mascarade sur la hausse du SMIC de 100 euros n'aura pas tenu le temps d'une soirée, malgré les efforts des médias dociles et complices de cette tromperie politique. **Plus ou moins déjà prévue par la revalorisation mécanique légale**, cette hausse, aux frais de l'État, **ne bénéficiera qu'à celles et ceux qui perçoivent la prime d'activité**. Quant à la **prime exceptionnelle** évoquée par l'Élysée, **celle-ci sera défiscalisée, désocialisée (ne comptera pas pour nos futures retraites)** et sera versée au bon vouloir du patronat. Connaissant la fibre sociale des employeurs, nous serons ainsi, toutes et tous, rassuré.e.s de pouvoir prochainement remplir nos frigos et d'offrir un moment de bonheur à nos familles. Quel mépris et quelle surdité !

En résumé, les jeunes et les privé.e.s d'emploi attendront. Les fonctionnaires de leur côté continueront à voir leur point d'indice gelé et les retraité.e.s continueront à subir la désindexation de leur pension sur le coût de la vie. Les services publics continueront d'être démantelés et les privatisations, comme chez Aéroports de Paris (ADP), se poursuivront.

NOËL AVANT L'HEURE POUR LES ENTREPRISES ET LES BOURGEOIS !

Bien que ce sujet soit au cœur de la confrontation populaire actuelle, l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ne sera pas rétabli. Un cadeau de 3,5 milliards d'euros concédé au début du quinquennat à 350 000 ultra-riches disposant d'un patrimoine total de 1 000 milliards d'euros !

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) ne sera pas remis en cause. Ce sont donc 40 milliards d'euros qui seront, cette année encore, versés sans contrôle ni contrepartie **aux entreprises malgré son inefficacité avérée en termes de création d'emplois**. Les profits des entreprises, les dividendes versés aux actionnaires, les banques, les hauts revenus et les revenus du capital demeureront totalement exonérés de toute contribution.

- 40 MILLIARDS D'EUROS de CICE versés aux entreprises cette année !
- 93 MILLIARDS D'EUROS de profits pour les entreprises du CAC 40 en 2017 !
- 5,4 MILLIONS D'EUROS soit 240 fois le SMIC, c'est le salaire moyen des grands patrons français du CAC 40, soit plus de 14% d'augmentation cette année !
- 50 MILLIARDS D'EUROS, soit +23% de dividendes versés aux actionnaires en 2018 !
- 200 MILLIARDS D'EUROS annuels d'exonérations de cotisations et aides à l'emploi versées aux entreprises !
- Entre 80 ET 100 MILLIARDS D'EUROS de fraude et d'évasion fiscales !

UN POGNON DE DINGUE !

Dernier cadeau dans la hotte du père Noël, **les 80 à 100 milliards d'euros annuels de fraude et d'évasion fiscales se contenteront de vague déclaration d'intention.**

Indéniablement, les amis et valets du président peuvent continuer à dormir tranquille, le monarque veille à leur fortune et leurs intérêts de classe !

Face à ce simulacre gouvernemental, ce mépris et ces profondes injustices qui taraudent notre société, la CGT décrète l'État d'urgence syndicale.

Par la poursuite et l'extension de l'action, la victoire sur nos revendications est à notre portée.

LA CGT REVENDIQUE :

- L'arrêt de la répression policière ;
- La hausse immédiate du SMIC à 1800€ ;
- L'augmentation générale des salaires et des pensions ;
- La revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires ;
- La ré-indexation des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie ;
- Le développement de tous les services publics sur tous les territoires ;
- Le retour à la retraite à 60 ans et abandon de toute réforme de retraite par points ;
- L'abandon de toutes les réformes concernant les lycéen.ne.s et les étudiant.e.s ;
- L'abrogation des réformes qui détricotent le droit du travail et la protection des salarié.e.s (Loi « El Khomri », ordonnances « Macron »).



Dans la perspective de l'action nationale interprofessionnelle unitaire du 14 décembre, l'union départementale CGT du Val-de-Marne appelle tous ses syndicats et les salarié.e.s à s'engager massivement dans la bataille populaire par la grève, l'occupation des entreprises, la reconduction, les opérations de blocages et dans toutes les actions qui se tiendront.

Elle appelle les gilets jaunes, les gilets rouges, les sans gilet, la jeunesse, les retraité.e.s et les privé.e.s d'emploi à s'unir et à multiplier les actions communes sur notre territoire du Val-de-Marne.

**C'EST LA VOIX DE NOTRE VICTOIRE À TOUTES ET TOUS !
LA RÉGRESSION SOCIALE NE SE NÉGOCIE PAS, ELLE SE COMBAT !**

**LE 14 DÉCEMBRE, TOUTES ET TOUS ENSEMBLE
MANIFESTONS À PARIS
RDV 12H30 - PLACE DE LA RÉPUBLIQUE**

Pour mes revendications, pour mes droits, avec la Cgt gagner c'est possible

Bulletin de contact et de syndicalisation



Nom Prénom.....

Adresse personnelle

Code postal Ville.....

☎ | | | | | portable | | | | |

E-mail

Date de naissance | | | | | Profession

Entreprise (nom et adresse)

Bulletin à renvoyer à l'Union Départementale Cgt du Val-de-Marne, 11/13 rue des Archives 94010 Créteil cedex

☎ 01.41.94.94.18 – Fax 01.41.94.94.33 – E-mail : viesyndicale@cgt94.fr



UDCGTVALDEMARNE



@94CGT



CGT94.FR